

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EDUCATION DE BASE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET
MATERIELLES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF BASIC EDUCATION

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL
RESOURCES

SUB DIRECTORATE OF BUDGET

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

TENDER'S BUREAU

MINISTRE DE L'EDUCATION DE BASE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DU MINEDUB (CIPM)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 008 /AONO/MINEDUB/CIPM/EXERCICE 2025 DU 14 AOUT 2025 POUR LA REALISATION DES
ETUDES GEOTECHNIQUE, ARCHITECTURALE, ET ENVIRONNEMENTALE POUR LA CONSTRUCTION EN
MATERIAUX LOCAUX D'UNE ECOLE COMPLETE A BERTOUA

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès à des infrastructures éducatives adaptées, durables et inclusives, en particulier dans les zones semi-urbaines et rurales, le Ministre de l'Education de Base (MINEDUB), autorité contractante et Maître d'Ouvrage, en exécution de ses activités financées par le Budget de Fonctionnement (BF) Exercice 2025, lance pour le compte de son département ministériel, un Appel National Ouvert pour le recrutement d'un Cabinets/Bureaux d'Etudes en vue de la réalisation des études géotechnique, architecturale et environnementale pour la construction en matériaux locaux d'une école complète à Bertoua.

2. Consistance des Prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent à :

- Réaliser des études préliminaires, à savoir :
 - Etudes géotechniques;
 - Etudes techniques ;
 - Etudes architecturales et ;
 - Etudes environnementales.
- Produire les documents techniques :
 - Etudes d'avant-projet sommaire (APS) ;
 - Etudes d'avant-projet détaillé (APD) et;
 - Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
 - Garantir une intégration optimale des matériaux locaux et de l'approche Haute Intensité en Main d'Œuvre (HIMO) dans le projet.
 - Un autre objectif spécifique est de garantir une école inclusive, en intégrant des aménagements et des équipements adaptés pour répondre aux besoins de tous les élèves, y compris ceux en situation de handicap.

Consistance de la mission du prestataire

Cadre juridique et institutionnel

- Respect des règlements en vigueur en matière d'urbanisme et d'environnement au Cameroun.
- Conformité avec les normes architecturales et éducatives internationales.

Phases d'études

a) Avant-Projet Sommaire (APS) :

- Identifier les solutions architecturales adaptées.
- Étudier la faisabilité technique et économique du projet.
- Présenter des ébauches de plans avec une estimation préliminaire des coûts et délais.

b) Avant-Projet Détaillé (APD) :

- Produire des plans détaillés des éléments structurels et fonctionnels.
- Intégrer des calculs détaillés et des estimations précises des coûts.
- Prévoir l'utilisation dans la conception d'un taux d'au moins 60% des matériaux locaux comme blocs de terre comprimée (BTC), bois traité, pierres, bambous, tuiles, mortier de terre et chaux locale.

c) Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

- Rédiger les documents contractuels (plans, devis quantitatifs et estimatifs, bordereaux des prix unitaires, sous détails des prix unitaires et cahier des charges).
- Garantir l'intégration des clauses sociales favorisant l'utilisation des matériaux locaux et l'approche HIMO.

d) Rapports finaux :

- Rapports consolidés intégrant les recommandations issues de l'atelier de validation.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent un seul lot.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) visés à la Pièce N° 5 du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de FCFA TTC 50 000 000 (Cinquante millions).

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de 60 (soixante) jours.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à tous les opérateurs économiques installés au Cameroun et ayant une expérience avérée dans le domaine des études similaires.

7. Financement

Les prestations objet du présent Dossier Appel d'Offres National Ouvert sont financées par le Budget de Fonctionnement de l'exercice 2025, Sur la ligne d'Imputation Budgétaire N° 59 15 104 04 340020 361330.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est: en « exclusivement en ligne »

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée au tarif en vigueur et acquittée à la main assortie d'une quittance de versement à la CDEC d'un montant de cinq cent mille FCFA (500 000) FCFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté gratuitement en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO peut être obtenu dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO fixés à FCFA 50 000 (cinquante mille) et payable contre quittance au Trésor Public.

12. Remise des offres

Chaque offre sera rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15 SEPT 2025 à 13 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise le même jour que ci-dessus, au plus tard à 14 heures au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, Bureau des Appels d'Offres ; Bâtiment B, porte B01.

La copie de sauvegarde ainsi que l'offre financière témoin devront être transmises sous pli scellé avec les indications claires et lisibles respectives « copie de sauvegarde » et « Offre Financière Témoin », en plus de la mention ci-après :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE »

N° 008 /AONO/MINEDUB/CIPM/EXERCICE 2025 DU 1 A AOÛT 2025

POUR LA REALISATION DES ETUDES GEOTECHNIQUE, ARCHITECTURALE, TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTALE POUR LA CONSTRUCTION EN MATERIAUX LOCAUX D'UNE ECOLE COMPLETE A BERTOUA

N.B. : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" »

NB: La copie de sauvegarde doit être enregistrée sur deux (02) clés USB/DVD distinctes comme suit:

- Une (01) clé USB/DVD pour le Dossier Administratif et l'Offre Technique ;
- Une (01) clé USB/DVD pour l'Offre financière.

13. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

Le présent Avis d'Appel d'Offres sera publié dans le Journal des Marchés (JDM), et sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée en deux temps.

-L'ouverture des pièces administratifs, et des offres techniques aura lieu le 15 SEPT 2025 à 15 heures, heure locale, dans la salle 618 du Ministère de l'Education de Base, par la Commission Interne de Passation

des Marchés auprès du MINEDUB.

-L'ouverture des offres financières interviendra au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80 points sur 100. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister ou de leur représentant dûment mandaté(e) et ayant une parfaite connaissance du DAO.

16. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

16.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- + Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- + Absence ou non-conformité du récépissé de la CDEC ;
- + Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- + Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- + Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- + Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années;
- + Non-respect du format de fichier des offres soumises en ligne;
- + Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- + Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- + Absence de l'offre financière témoin ;
- + Absence de la copie de sauvegarde des offres soumises en ligne ;
- + CCAP ou TDR non-paraphé sur chaque page ou non-signé avec la mention lu et approuvé ;
- + Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- + Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

16.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- la présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Solvabilité et capacités financières ;
- Attestation de catégorisation ou récépissé de dépôt du dossier de demande de catégorisation
- Profil du chef de mission:
 - Diplômes Bac+5
 - Expériences : 10 ans en conception architecturale d'infrastructures

- Qualification : Inscription obligatoire à l'Ordre National des Architectes.
- Rôle : Supervision générale des études architecturales, coordination des équipes techniques et validation des conceptions.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B :

- En cas de pré qualification des entreprises nationales par la voie de la catégorisation, elles sont dispensées de la production dans leur dossier technique, des pièces listées à l'article 11.2 de l'enveloppe technique du RPAO.
- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

17. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers.

18. Nombre maximum de lots :

Sans objet

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 (soixante) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Education de Base, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, Bureau des Appels d'Offres, Bâtiment B, porte B01, Tél : (237) 222 22 86 33 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Maître d'Ouvrage Tel : (237) 222 22 86 33.

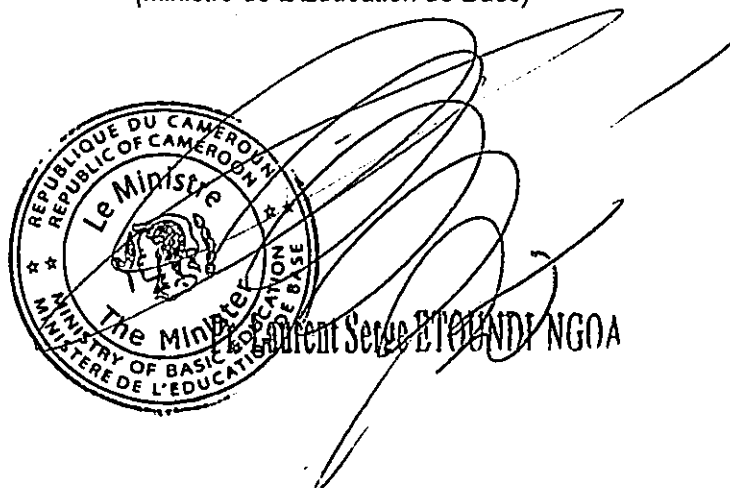
Yaoundé le 14 AOÛT 2025

LE MAITRE D'OUVRAGE

(Ministre de L'Education de Base)

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM
- Affichage (pour information)
- Chrono (pour archivage)



Laurent Serge ETOUMI NGOA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EDUCATION DE BASE

SECRETIARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET
MATERIELLES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF BASIC EDUCATION

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL
RESOURCES

SUB DIRECTORATE OF BUDGET

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

TENDER'S BUREAU

MINISTRY OF BASIC EDUCATION
INTERNAL TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY N° 008 /CEI/MINEDUB/2025 OF 14 AOÛT 2025
FOR THE ENVIRONNEMENTAL TECHNICAL ARCHITECHTURAL AND GEOTECHNICAL STUDIES PRIOR TO THE
CONSTRUCTION OF BERTOUA COMPLETE SCHOOL IN LOCAL MATERIAL

FUNDING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET (2025 BUDGETARY YEAR)

1. **Context:** As part of the implementation of the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30) through the Education Sector Strategy and in execution of its activities financed by the Public investment budget Fiscal Year 2025, the Ministry of Basic Education (MINEDUB) wants to recruit a Consultancy Firm for the realization of environmental, technical, geotechnical, and architectural studies prior to the construction of BERTOUA Complete school in local material.

In this regard, the Minister of Basic Education (Contracting Authority) hereby launches an open national invitation for Consultancy Firms governed by Cameroonian law and interested in submitting application file.

2. **Nature of services:**

The Contractor will carry the following studies:

- **Preparatory step:**
 - Geotechnical studies;
 - Technical studies;
 - Architectural studies;
 - Environmental studies.
- **Provide technical file**
 - Preliminary draft studies;
 - Detailed preliminary draft studies;
 - Draft the Tender File of enterprises;
 - Guarantee an optimal integration of local material and the high intensity of worker in the project;
 - Guarantee an inclusive school integrating adapted Layout and equipment to meet the need of all students, including those living with a disability.

Nature of the contractor service

Legal and institutional framework

- Respect the regulation in vigor concerning urbanism and environment in Cameroon;
- Appliance with architectural, educational and international norms;

Studies step

a) Preliminary draft

- Identify architectural solutions adapted;
- Study the technical and economic feasibility of a project;
- Present drafting plan with a preliminary estimated cost and deadline;

b) Detailed preliminary draft

- Provide detailed plan of structural and functional elements;
- Integrate detailed calculations and accurate estimations of cost;
- Provide the use of a rate less than 60 percent of local material such as compressed block of earth, treated timber, stones, bamboo, tiles, earth mortar and local pint during the construction.

c) Tender file of enterprises

- Draft contractual file (plan, quantified and estimated quote, sub details of unit prices and specifications);
- Guarantee the integration of social clauses favoring the use of local material and the High intensity of worker approach.

d) Final report

Consolidated report integrating recommendation from validation.

3. Tranches/division into lots

The services of this tender are in one tranche and single lot. The nature of services are detailed in Terms of References located in Piece N°5 of the present Tender File

4. Estimated coast:

The estimated coast is francs CFA fifty million (50 000 000) TTC.

5. Estimated execution deadline:

The maximum deadline for the execution of works provided by the Project Owner shall be sixty (60) days.

6. Participation and origin: This Call for Expression of Interest is addressed to all firms / design offices within the Cameroonian territory and with proven experience in similar services.

7. Funding: This project shall be financed from the Running Credit for the 2025 financial year. On the budget line N° 59 15 104 04 340020 36130.

8. Submission method: The submission method selected for this consultation is "online".

9 Bid bond: Each bidder shall enclose in his administrative documents, a stamped and hand-paid bid bond (accompanied by a receipt for a payment to the CDEC) bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry in charge of Finances featuring on the list in document 13 of the tender file. The bond shall be worth CFA francs 500 000 (Five hundred thousand) and valid for 30 (thirty) days. Failure to produce a bid bond issued by a first-rate banking institution or financial body authorized to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance shall lead to the automatically to the rejection of the bid. A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered as absent. Any bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible

10 Consultation of Tender file: The tender file will be consulted on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

11 Acquisition of Tender file: The tender file may be obtained upon the publication of this notice by free download on the COLEPS platform on the above address and upon presentation of a receipt testifying the payment of a nonrefundable sum of CFA francs 50 000 (Fifty thousands) payable to the Public Treasury.

12 -Submission of bid: Each tender shall be drafted in English or French and must be submitted by the tenderer on

the COLEPS platform no later than 15 SEPT 2025. A backup copy of the offer stored on a USB key or CD / DVD must be transmitted the same day at 15 SEPT 2025 at MINEDUB, Department of Financial and Material Resources, Sub Department of Budget, Service of Public contracts, Tender's Bureau Block B (MINEDUB) Room B01, PO Box: 1600 Yaoundé, Phone (237) 222 22 86 33.

The backup copy and the witness financial offer should be forwarded in a sealed envelope, with clear and legible indications written as follow:

***"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 008 /ONIT/MINEDUB/2025 OF 14 AOUT 2025
FOR THE ENVIRONNEMENTAL TECHNICAL ARCHITECHTURAL AND GEOTECHNICAL STUDIES PRIOR
TO THE CONSTRUCTION OF BERTOUA COMPLETE SCHOOL IN LOCAL MATERIAL***

Note: To be open only at the official session of tender board"

NB: The backup copy should be registered in 02 (two) different USB keys /DVD as followed:

- one USB key or CD/DVD for the administrative and technical file,
- one USB key or CD/DVD for the financial file

13. Size and format of files:

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative files;
- 15 MB for the Technical files;
- 5 MB for the Financial files.

The following formats are accepted:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted

14. Admissibility of bids:

Administrative documents, technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible. In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

This invitation to tender will be published in the Public Contracts Magazine (COLEPS).

15. Opening of bids

T Bids shall be opened in two phases.

The opening of administrative file and the technical bids shall take place on 15 SEPT 2025 at the MINEDUB tender board, on the at 15 SEPT 2025 local time in room 618 in the Ministry of Basic Education by the MINEDUB tenders board Commission.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of 80/100 points shall be opened by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

16. Evaluation criteria:

The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential.

16.1 Eliminatory criteria (Binary scoring method)

These include:

- Absence or non-conformity of the bid bond at the opening of bids;
- Absence or non-conformity of CDEC receipt ;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks (80 referring to the qualification threshold of technical bids);
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
- failure to comply with the bids file format ;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of dated and signed Integrity charter;
- Absence of a backup copy;
- Absence of witness offer;
- CCAP and TDR signed and mentioned" read and approved".
- Absence of duly filled and signed commitment statement to comply with social and environmental clauses.

16.2. Essential Criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender.

They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the Bid ;
- the bidder's references in the provision of similar service;
- the proposed methodology in compliance with the TDR;
- qualification and competence of experts;
- Solvency and Financial capacity
- Certificate of categorization or deposit receipt;
- Profile of the head of mission:
 - Certification of Bac +5
 - Experiences: 10 years in architectural conception of infrastructures
 - Qualification: obligatory enrollment at the national order of architect

- Role: general supervision of architectural studies; coordination of technical teams and validation of concept.

The essential criteria and sub criteria are explained in details in the Regulation Particular of call for tenders (RPAO).

-In case of prequalification of national enterprises by means of categorization; they are safe from it provision in their Technical File, of listed pieces in article 11.2 of the RPAO technical part.

-Any public agent listed among the staff of a contractor, who did not present all file capable to justify his liberation of the administration will be considered as invalid

17. Award: The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.}

18. Maximum number of lots: RAS

19. Validity period of the offers: Bidders shall remain bound by their tenders for 60 days from the deadline set for the submission of tenders.

20. Further Information: Further information may be obtained during working hours at the Department of Financial and Material Resources, Sub Department of Budget, Service of Public contracts, Tender's Bureau Block B (MINEDUB) Room B01, PO Box: 1600 Yaoundé, Phone (237) 222 22 86 33 or online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

21. Fight corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP. or the PO/DPO on (237) 222 22 86 33

Yaoundé 14 AOUT 2025

(The contracting authority)

COPY:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and records);
- SPC/MINEDUB (for information and posting);
- President/CIPM/MINEDUB
- CHRONO (Filing).

